



CONVENTION FORSE

N° 348-1-0

Entre

L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2

Sise 18 quai Claude Bernard, Lyon 7ème
Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie Dompnier
Et ci-après dénommée « l'Université Lyon 2 » ;

Et

L'UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE

Sise rue Thomas Becquet - 76130 Mont Saint Aignan
Représenté par son Président, Monsieur Joël Alexandre
Et ci-après dénommée « l'Université de Rouen » ;

Et

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE

Sis téléport 2 – 2 Bd Nicéphore Niepce - BP 80300 - 86963 Futuroscope-Chasseneuil Cedex
Représenté par son Directeur général, Michel Reverchon-Billot
Et ci-après dénommé, « le Cned ».

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE QUE,

Le Cned est un établissement public national à caractère administratif qui a pour mission de dispenser un enseignement et des formations à distance dans le cadre de la formation initiale, de la formation professionnelle continue et de l'éducation permanente.

L'Université Lumière Lyon 2 est une des deux grandes universités de Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales membres de l'Université de Lyon, Communauté d'Universités et d'Établissements du site Lyon/Saint-Étienne. L'Université Lumière Lyon 2, dans l'Institut des Sciences et des Pratiques de l'Éducation et des Formations, dispense des enseignements et effectue des recherches autour des métiers de l'éducation et de la formation. Ses étudiants sont notamment formés pour les carrières de l'enseignement, du travail social, de la formation des adultes, de la médiation culturelle, voire de la coopération culturelle internationale.

L'Université de Rouen Normandie (URN) a été créée en 1966. Avec près de 30 000 étudiants, ses quelque 2500 personnels et ses 41 laboratoires labellisés, elle est l'un des principaux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche publique en Normandie. Université pluridisciplinaire avec santé, l'URN est répartie sur 7 implantations au sein de la métropole de Rouen et sur Évreux. Bien ancrée dans son territoire, elle a développé au fil des années avec le monde socioéconomique et culturel et avec les collectivités, de nombreux partenariats, tant en formation qu'en recherche.

Par convention en date du 10 avril 2003, l'Université de Lyon 2, l'Université de Rouen et le Cned ont mis en place un consortium afin de définir les modalités de mise en œuvre d'un Campus numérique dénommé FORSE dans le domaine des sciences de l'éducation. Dans ce cadre, les parties ont développé un cursus en sciences de l'éducation de 1er et 2ème cycle universitaire mettant en œuvre la complémentarité enseignement à distance/enseignement présentiel/tutorat, au moyen des technologies de l'information et de la communication, via Internet.

Convention FORSE N° 348-1-0

Par différentes conventions, les partenaires ont renouvelé leur collaboration afin de poursuivre le développement et la mise à disposition de dispositifs de formation dans le cadre du Campus numérique FORSE. La dernière convention de collaboration arrivant à échéance le 31 août 2017, les parties se sont retrouvées afin de définir les modalités de la poursuite Campus numérique FORSE pour la période s'étendant du 1 septembre 2017 au 31 août 2022.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**TITRE I – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PARTENARIAT****ARTICLE 1. OBJET**

- 1.1 – La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières du Campus numérique FORSE et des dispositifs de formation à distance qui y sont délivrés.

La présente convention vise ainsi à organiser :

- les modalités de création, de mise en place et maintenance des dispositifs ;
- les modalités d'exploitation des dispositifs ;
- les modalités de répartition des charges et des produits d'exploitation des dispositifs.

- 1.2 – Aucune disposition du présent accord ne saurait s'interpréter comme impliquant des droits et obligations en dehors de l'objet de la présente convention tel que défini au présent article.

ARTICLE 2. DESCRIPTIF GÉNÉRAL

Les dispositifs de formation délivrés conjointement par les parties dans le cadre du Campus numérique FORSE sont :

- la 3^e année de licence (L3) en sciences de l'éducation;
- le Master 1 sciences de l'éducation (M1) ;
- le Master 2 sciences de l'éducation (M2), parcours « ingénierie, conseil et formation » ;
- le Master 2 sciences de l'éducation (M2), MARDIF dénommé
 - o « recherche à distance francophone sciences de l'éducation » à Lyon 2
 - o « International Francophone en Education et Formation » à Rouen.

Les parties se réservent la possibilité de proposer d'autres formations, diplômes ou titres dans le cadre de FORSE. Le cas échéant, un avenant à la présente convention viendra en préciser les modalités.

Les parties conviennent d'ores et déjà d'étudier la faisabilité de la mise en place des première et deuxième années de licence en sciences de l'éducation.

ARTICLE 3. PUBLIC VISE

- 3.1 – Chacun des dispositifs de formation mis en œuvre s'adresse à un public en formation initiale ou en formation continue et est délivré en formation complète.

3.2 - Ces dispositifs, objets des présentes, s'adressent également à toute personne qui, ne souhaitant pas obtenir le diplôme, désire néanmoins suivre un ou plusieurs enseignements de la licence FORSE en « inscrit libre ». Sont dits « inscrits libres » ces personnes, qui s'inscrivent uniquement au Cned, et feront l'objet de modalités de formation et tarifs adaptés. Leur nombre n'excédera pas 5% de l'effectif global.

Convention FORSE N° 348-1-0

ARTICLE 4. OBTENTION DU DIPLOME

Les diplômes préparés sont des diplômes nationaux, au format LMD, accrédités par le ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et recherche. La délivrance des diplômes est de la responsabilité de chaque université qui organise les examens et en définit les règlements.

Pour chaque diplôme, les conditions d'inscription et le règlement de la scolarité des 2 universités figurent en annexes 1 et 2 à la présente convention, lesquelles en font partie intégrante.

Chaque université partenaire a la responsabilité de l'organisation matérielle et pédagogique des évaluations (évaluation continue et/ou examen terminal). Ces évaluations se déroulent conformément aux règlements des universités concernées.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS ET MOYENS RECIPROQUES

5.1 – MISSIONS DES PARTIES

Dans le cadre du partenariat, les parties s'engagent à :

- apporter leurs compétences en matière d'ingénierie afin d'harmoniser une ingénierie à distance commune par dispositif de formation,
- garantir la qualité de l'accueil, l'information, l'orientation, la communication et la gestion des apprenants par une logistique appropriée, au sein des sites Web d'accueil et des portails dédiés au Campus numérique FORSE, à l'exclusion de toute autre dispositif connexe ;
- assurer l'hébergement et la maintenance des ressources pédagogiques et des espaces collaboratifs ainsi que l'accès des étudiants aux formations concernées ;
- concevoir et développer les dispositions administratives et juridiques les mieux adaptées aux objectifs de FORSE ;
- concevoir, actualiser et médiatiser les supports de cours et autres ressources nécessaires au bon déroulement des formations mises en œuvre dans le Campus numérique FORSE ;
- concevoir et proposer des services pédagogiques en ligne ;
- mettre en œuvre les moyens de suivi et d'évaluation de la qualité du Campus numérique FORSE ;
- promouvoir les dispositifs de formation mis en place, en France et à l'étranger ;
- organiser la réflexion en commun sur l'évolution du Campus numérique FORSE ;
- exploiter les résultats de la recherche dans le domaine des TICE (afin de soutenir l'évolution du Campus numérique FORSE).

Les trois parties co-conçoivent et valident ensemble le Campus numérique FORSE, sous forme d'un Document de référence pédaگو-technique, qui sera le document de référence du Campus numérique FORSE. La conception de ce document est effectuée au sein d'un comité technique prévu par l'article 22.4 de la présente.

5.2 – MOYENS MIS EN ŒUVRE

Pour la réalisation des missions ci-dessus exposées, les parties pourront faire appel en tant que de besoin à leurs moyens internes, mais également faire appel à des ressources extérieures en personnel financées par les moyens dégagés dans le cadre de la présente convention.

En tout état de cause, chaque partie assume le coût des obligations mises à sa charge, celui-ci étant valorisé dans les charges du budget relatif au Campus numérique FORSE.

Convention FORSE N° 348-1-0

TITRE II – CAMPUS NUMÉRIQUE FORSE**ARTICLE 6 – PRESENTATION DES DISPOSITIFS DE FORMATION MIS EN PLACE**

Les dispositifs de formation mis en œuvre reposent sur un mode de formation ouvert et à distance *via* Internet, pouvant offrir :

- des contenus pédagogiques ;
- des ressources méthodologiques ;
- des exercices d'entraînement et leur corrigé ;
- des outils de communication ;
- des scénarios pédagogiques ;
- un accompagnement tutoré ;
- des regroupements présentiels (cours, travaux dirigés, examens, ...) ;
- un accès restreint à certains contenus pour les pré-inscrits pour lesquels les dossiers d'inscription sont en cours de validation.

Pour chaque formation, la maquette des enseignements est celle validée par les commissions formation et vie universitaire de chaque université. L'ensemble des maquettes figure en annexes 1 et 2 à la présente convention, laquelle en fait partie intégrante.

ARTICLE 7 – PRODUCTION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PEDAGOGIQUES

Les parties conviennent de produire ensemble les ressources pédagogiques nécessaires au bon déroulement des formations, conformément aux maquettes figurant en annexes 1 et 2 et au Document de référence pédago-technique mentionné à l'article 5.

7.1 – CONCEPTION DES RESSOURCES PEDAGOGIQUES

Il est convenu que la production des ressources pédagogiques fait l'objet d'une mise en commun, par chacune des parties, des moyens humains et des ressources financières qui leur sont déléguées.

La conception des ressources pédagogiques est confiée à des auteurs proposés par l'université Lyon 2 et par l'université de Rouen au comité de pilotage, parmi lesquels pourront figurer des auteurs issus d'universités extérieures au partenariat.

La rédaction des ressources pédagogiques fait l'objet :

- soit de contrats d'auteur entre le Cned et les auteurs ;
- soit d'une réalisation par les auteurs, enseignants dans le cadre de leur service statutaire à l'université.

Pour l'harmonisation des rédactions, les auteurs travailleront à partir d'un cahier des charges auteur-type, issu du Document de référence pédago-technique prévu ci-dessus.

Au sein de chaque équipe d'auteurs chargée de la conception d'une ressource pédagogique, l'un de ses membres en assure la coordination. A ce titre, il est responsable du suivi des conceptions et assure l'harmonisation de la production des différents auteurs.

Les universités garantissent la qualité scientifique des ressources pédagogiques ainsi conçues. A ce titre, elles sont chargées de valider la conformité des ressources pédagogiques conformément au cahier des charges auteur et aux maquettes respectives des différentes formations organisées.

7.2 – MEDIATISATION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PEDAGOGIQUES

La médiatisation des contenus est définie en comité de pilotage, lequel détermine les parties en charge de cette médiatisation. Chaque partie valorisera dans le budget les opérations de médiatisation dont elle a la charge.

Cette médiatisation s'appuiera sur un cahier des charges technique, établi à partir du Document de référence pédago-technique prévu ci-dessus.

Convention FORSE N° 348-1-0

La mise en ligne des ressources pédagogiques est effectuée par les parties dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

Une liste des ressources pédagogiques est actualisée, si besoin, par le comité de pilotage. Elle indique les ressources en cours d'élaboration ainsi que celles utilisées dans le cadre des formations FORSE et celles qui ont été archivées.

ARTICLE 8 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 – RESSOURCES PÉDAGOGIQUES MÉDIATISÉES**8.1.1 – Rédaction du contenu des ressources pédagogiques**

Conformément à l'article 7.1, la rédaction des ressources (cours, devoirs, ...) fait l'objet, soit de contrats de commande entre le Cned et les auteurs, soit d'une réalisation par les enseignants dans le cadre de leur service statutaire à l'université.

Les cessions de droits sur les rédactions seront effectuées par les auteurs au profit des parties (le Cned et les universités).

8.1.2 – Ressources pédagogiques médiatisées

Sur la base des rédactions des ressources fournies par les auteurs, les parties procèdent, conformément à l'article 7.2 ci-avant et aux décisions du comité de pilotage, à la médiatisation des ressources pédagogiques.

Les parties sont co-titulaires indivis des droits patrimoniaux d'auteur sur les ressources pédagogiques médiatisées.

A ce titre, elles pourront autoriser ou interdire, d'un commun accord, la reproduction ainsi que la diffusion, par des tiers, des ressources pédagogiques médiatisées.

Aussi, toute autre exploitation des ressources pédagogiques médiatisées par l'un des partenaires distincte de celle prévue par la présente convention devra faire l'objet d'un accord préalable du comité de pilotage et d'un avenant aux présentes.

8.1.3 – Œuvres préexistantes

Le Cned se charge de l'obtention au nom et pour le compte des parties, de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle portant sur des œuvres préexistantes que les auteurs souhaitent intégrer, en totalité ou en partie, aux ressources pédagogiques rédigées par leur soins. Il est précisé cependant que l'engagement du Cned dans cette démarche ne peut en aucun cas présumer du résultat de celle-ci.

Dans le cas où, lors de la médiatisation des ressources, la partie en charge de la médiatisation souhaiterait intégrer d'autres œuvres préexistantes, il lui appartiendra de procéder à l'acquisition des droits nécessaires, et ce pour le compte commun des signataires des présentes.

8.2 – Garanties

Chacune des parties assurera l'exploitation des droits mentionnés ci-dessus dans les conditions propres à garantir aux auteurs le respect de leurs droits moraux.

Les parties se garantissent mutuellement la jouissance entière, paisible et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

Chaque partie garantit aux autres que les ressources médiatisées ne contiennent aucune œuvre protégée par le droit d'auteur sur lesquelles elle ne serait pas titulaire des droits.

Chaque partie garantit aux autres que les ressources médiatisées ne contiennent aucun élément diffamatoire ou contraire aux lois relatives à la diffamation et à l'atteinte à la vie privée ou aux bonnes mœurs à quelque égard que ce soit.

Convention FORSE N° 348-1-0

ARTICLE 9 – SERVICES PEDAGOGIQUES

9.1 – SERVICES PEDAGOGIQUES PROPOSES

Les dispositifs de formation sont susceptibles de comprendre tout ou partie des services suivants (définis et décrits dans le Document de référence pédago-technique) :

- un tutorat d'accueil proactif à distance assuré par le Cned en début de formation (entre l'inscription et le 1er regroupement) afin d'assurer l'accompagnement de l'étudiant lors du démarrage de la formation ;
- un encadrement et une animation pédagogique assurés par des enseignants et personnels rattachés à l'université et/ou des vacataires d'une université ou des vacataires du Cned ;
- un tutorat à distance assuré par des enseignants rattachés aux universités et/ou par des vacataires du Cned et/ou des universités ;
- des regroupements présentiels organisés et animés par chaque université ;
- des devoirs et leurs corrections personnalisées, ainsi que des corrigés-guides.

9.2 – ACTEURS DU CAMPUS NUMERIQUE FORSE

Les acteurs intervenant dans le Campus numérique FORSE (assurant la coordination de diplôme, le tutorat, la correction, l'animation de plateforme, l'intervention en présence lors des regroupements, etc.) sont proposés par les universités. Les intervenants pédagogiques effectuent leurs activités :

- soit dans le cadre d'un contrat de vacations entre le Cned et l'intervenant pédagogique, selon les conditions d'emploi propres au Cned ;
- soit dans le cadre d'un contrat entre l'université et l'intervenant pédagogique ;
- soit dans le cadre de leur service statutaire à l'université.

Le Cned assurera alors la formation et le suivi de ces intervenants, relativement aux missions d'accompagnement qui leur seront confiées (usage des outils fournis et méthode d'accompagnement à distance).

Les partenaires s'engagent à fournir mutuellement les données nécessaires à ces recrutements dans des délais permettant l'ouverture des services d'accompagnement à la date annoncée.

ARTICLE 10 – ENVIRONNEMENTS NUMERIQUES

10.1 – MISE A DISPOSITION D'ENVIRONNEMENTS NUMERIQUES DE FORMATION

Le Campus numérique FORSE repose sur l'utilisation d'outils de communication et de collaboration synchrones et asynchrones intégrés dans un environnement numérique de formation.

Pour certaines ou l'ensemble des formations organisées dans le cadre de FORSE, le Cned est chargé de proposer et de mettre en œuvre une solution d'environnement numérique qui correspond aux exigences de ces formations. Le choix de la solution technico-pédagogique se fait en concertation avec les parties. Le Cned assure la mise en service, le bon fonctionnement et le suivi, en qualité d'administrateur, de cet environnement numérique de formation.

Dans le cadre des services précités, le Cned assure, en liaison avec les services concernés des universités :

- l'inscription des étudiants et des enseignants dans la base de données de l'environnement numérique ;
- l'inscription des étudiants aux espaces de l'environnement qui correspondent aux cours auxquels les étudiants sont inscrits (cours, « Agora », groupes de tutorat, travaux collaboratifs etc.) ;
- l'inscription des enseignants aux espaces de l'environnement qui correspondent aux cours dont ils assurent l'encadrement (cours, « Agora », groupes de tutorat, travaux collaboratifs etc.) ;
- la communication, à chacun des étudiants, des informations nécessaires pour se connecter à l'environnement ainsi que le suivi de ces étudiants en cas de difficultés ;
- l'ouverture des contenus et des services pédagogiques ;

Convention FORSE N° 348-1-0

- la sauvegarde de ces mêmes contenus et services ;
- la conservation et la mise à la disposition des universités des traces des usagers stockées dans la base de données, conformément à la réglementation relative au traitement des données personnelles.

10.2- RESSOURCES PEDAGOGIQUES EN LIGNE

Les parties se coordonnent de manière à communiquer aux responsables pédagogiques de chacune des formations organisées dans le cadre du partenariat les ressources pédagogiques au fur et à mesure de leur élaboration.

Le cas échéant, le comité de pilotage, mentionné à l'article 22.3 de la présente convention, sera saisi de toute difficulté ou modification portant sur la mise en ligne des ressources pédagogiques.

10.3 – MAINTENANCE

Le Cned se charge de la maintenance du système informatique de l'environnement numérique qu'elle met à la disposition des parties et s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer la continuité des services, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à l'exception d'une période d'indisponibilité de 5 jours ouvrables maximum par an (hors périodes d'intervention planifiées pour des raisons telles que maintenance préventive ou mise à jour). Le Cned s'engage à communiquer aux partenaires les interventions planifiées une semaine à l'avance.

Aucune responsabilité ne pourra être encourue du fait de l'interruption dudit système d'une durée inférieure à 1 jour ouvré.

Le Cned informe dans les meilleurs délais les universités de toute interruption liée à des opérations de maintenance dont l'urgence ne permettrait pas le respect de la procédure décrite au paragraphe suivant, ou de pannes. Dans cette situation, le Cned s'adresse à l'interlocuteur principal désigné à cet effet dans chaque université et aux responsables pédagogiques en charge des formations hébergées par l'environnement numérique administré par le Cned. A cette fin, le comité de pilotage s'assure de l'actualisation, chaque année, des coordonnées des intervenants du Cned et des universités amenés à interagir dans cette situation.

Hormis les situations nécessitant une intervention urgente, les périodes durant lesquelles des opérations planifiées susceptibles d'affecter d'une manière ou d'une autre la disponibilité des services assurées par l'environnement numérique administré par le Cned (maintenance, mise à jour etc.) sont fixées en concertation avec l'interlocuteur principal désigné dans chaque université. Ce dernier en informe les responsables pédagogiques en charge de la coordination des formations hébergées par l'environnement numérique administré par le Cned.

ARTICLE 11 – ACCUEIL ET INFORMATION DES PERSONNES – GESTION DES APPRENANTS

11.1 SITE D'ACCUEIL

Chaque partie est chargée d'assurer la maintenance et la mise à jour de son ou ses site(s) Web d'accueil et portail(s) présentant l'offre de formation de FORSE.

L'ensemble des données et des informations à intégrer dans ces sites est validé par le comité de pilotage.

11.2 - ACCUEIL DE PREMIERE LIGNE

Le Cned prend en charge l'accueil, l'information et l'orientation des personnes pour l'ensemble des formations présentées dans les sites ou portails d'accueil. Il met également à disposition sa plateforme d'accueil et d'orientation (Centre de relations clients) et assure l'actualisation des informations relatives aux formations proposées par FORSE.

Le Cned assure la gestion des premières prises de contacts (par téléphone, par courriel et par courrier postal) des personnes en recherche d'informations complémentaires sur l'offre FORSE.

Convention FORSE N° 348-1-0

Les informations demandées sont prises en charge par les parties, pour ce qui relève de leur compétence propre (modalités d'inscription universitaire, règlements de scolarité, calendrier, etc.).

Les parties pourront également décider de collaborer au sein d'un groupe de travail chargé de développer des dispositifs pertinents d'orientation, permettant notamment la reconnaissance des parcours personnels des demandeurs (validation des acquis de l'expérience).

11.3 – ACCUEIL DE SECONDE LIGNE

L'accueil de seconde ligne, postérieur aux démarches d'information et de préinscription, est, quant à lui, pris en charge par les universités.

11.4 – SUIVI DES PARCOURS DES ETUDIANTS

Le Cned met en place tous les outils et indicateurs utiles pour veiller au bon déroulement des parcours de formation (depuis l'orientation pré-inscription jusqu'à la fin de la formation, voire l'inscription à la formation de niveau suivant dans le cas d'un cursus) et notamment :

- veille sur l'activité des stagiaires sur l'environnement numérique de formation et les échanges avec les intervenants pédagogiques ;
- réponse aux questions sur le déroulement de la formation ;
- communication proactive d'informations liées au déroulement de la formation (éléments de calendrier, consignes...) et/ou en cas de faible activité ;
- recueil de l'expérience utilisateur au moyen d'enquêtes/études.

Afin que les étudiants bénéficient d'un suivi et de réponses concertés, les partenaires s'engagent à s'échanger toute information utile sur le déroulement global de la formation (ex : modification du calendrier...) et/ou sur le parcours d'un étudiant (démission, réclamation...).

ARTICLE 12 – MODALITES D'INSCRIPTION

12.1 – ETUDIANTS RELAVANT DE LA FORMATION INITIALE

Les candidats relevant de la formation initiale adressent directement à l'Institut des Sciences et Pratiques de l'Education et de Formation de l'université Lyon 2 ou à l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences de l'Homme et de la Société (l'UFR SHS) de l'université de Rouen leur candidature et leur demande de validation des acquis, si nécessaire.

Chaque université valide les candidatures et informe les candidats à l'inscription, qui pourront alors adresser leur dossier d'inscription respectivement au Cned et à l'université, avec les paiements correspondant aux droits respectifs d'inscription.

Le Cned adresse, dans les plus brefs délais, au candidat une confirmation d'inscription à la formation, ainsi que les informations nécessaires son accès à l'environnement numérique utilisé dans la formation à laquelle il est inscrit.

La double inscription, auprès du Cned et de l'université, reste applicable quelle que soit la situation du candidat, à l'exception des inscrits libres prévus à l'article 12.4 ci-dessous.

12.2 – ETUDIANTS RELAVANT DE LA FORMATION CONTINUE

Les candidats relevant de la formation continue, adressent leur candidature et leur demande de validation des acquis selon la même procédure que les étudiants relevant de la formation initiale.

Après validation de la candidature, les services formation continue des universités sont chargés de la gestion administrative (établissement des devis, contrats, conventions, factures et contrôle du suivi d'assiduité).

Les publics relevant de la FPC s'acquitteront de l'ensemble des coûts de la formation auprès des services formation continue de l'université chargée de sa gestion.

L'université transmet au Cned la liste des étudiants ayant satisfait aux conditions d'inscription et relevant de la formation continue.

Convention FORSE N° 348-1-0

Le Cned adresse à l'étudiant une confirmation d'inscription à la formation, ainsi que les informations nécessaires à l'accès de l'étudiant à l'environnement numérique utilisé dans la formation à laquelle il est inscrit.

La double inscription, auprès du Cned et de l'université, reste d'application quelle que soit la situation de l'étudiant.

12.3 – DANS LE CADRE D'UN PARTENARIAT

Les inscrits dans le cadre d'un partenariat entre l'une des universités et un tiers seront pris en charge par le service compétent de l'université.

Après validation de la candidature, le service de l'université considérée sera chargé de la gestion administrative (établissement des devis, conventions éventuelles, factures) de ces personnes.

Les tarifs de la formation correspondant à ces inscrits seront perçus par le service compétent de l'université.

Après inscription auprès des universités, le Cned leur fournira les informations nécessaires à l'accès de l'étudiant à l'environnement numérique utilisé dans la formation à laquelle il est inscrit.

12.4 – DANS LE CADRE D'UNE INSCRIPTION DITE « LIBRE »

Les candidats ne souhaitant pas se présenter aux examens peuvent s'inscrire en qualité « d'inscrits libres » directement auprès du Cned, pour la seule préparation à la licence.

Dans ce cas, ils ne bénéficieront pas des prestations de regroupements et de tutorat.

Ces candidats ne peuvent pas s'inscrire au titre de la FPC.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS FINANCIERES

13.1 – TARIFS D'INSCRIPTION**13.1.1 – Tarifs généraux**

Les tarifs sont proposés annuellement en comité de direction sur avis du comité de pilotage. Le comité de direction proposant les tarifs fait l'objet d'un compte rendu détaillé, dûment signé par les représentants des parties. Les tarifs ainsi proposés seront applicables au cours de l'année universitaire suivante sous réserve de validation par les instances compétentes des établissements partenaires, en particulier leurs conseils d'administration respectifs (sous réserve de délégations éventuelles).

D'ores et déjà, il est convenu entre les parties que les tarifs dédiés à la formation professionnelle continue feront l'objet d'une évolution spécifique au cours du partenariat. Toute modification substantielle desdits tarifs fera l'objet d'un avenant dûment signé entre les parties.

13.1.2 – Tarifs spécifiques dans le cadre de partenariats

Chaque partie envisageant un conventionnement spécifique avec un tiers intéressant l'inscription à des modules ou des formations issues du Campus numérique FORSE devra être dûment autorisée pour ce faire par le comité de pilotage, lequel déterminera également les tarifs particuliers et les modalités de reversement. L'ensemble sera approuvé en comité de direction et validé par les instances dirigeantes des parties.

La partie intéressée devra communiquer préalablement à la tenue du comité de pilotage, un modèle économique précisant la valorisation du module ou de la formation dans le cadre du Campus numérique FORSE.

Convention FORSE N° 348-1-0

13.2 – BUDGET

Le budget prévisionnel global de mise en œuvre du Campus numérique FORSE objet de la présente convention figure en annexe 3, laquelle en fait partie intégrante. Ce budget précise la répartition des recettes et dépenses par diplôme.

Tant le budget, que le bilan financier annuel, seront établis en recettes/dépenses (d'investissement et de fonctionnement). Les dépenses résultent de la valorisation financière des moyens mis à disposition par les parties pour la mise en œuvre des dispositifs de formation du Campus numérique FORSE.

13.3 – REVERSEMENTS**13.3.1 – Principe de reversement**

L'ensemble des recettes liées à l'exploitation du Campus numérique FORSE sera réparti selon les modalités suivantes :

- Part Cned :

L'ensemble des recettes liées à l'exploitation du Campus numérique FORSE sera réparti selon les modalités suivantes :

Les parties se sont entendues pour que, sur l'ensemble du Campus numérique FORSE, une convergence des coûts par inscrit pour chaque formation soit mise en œuvre par les partenaires universitaires :

Coût maximum par inscrit	Université de Lyon 2	Université de Rouen Normandie
Licence 3	580 € / étudiant	600 € / étudiant
Master 1	1 150 € / étudiant	1150 € / étudiant
Master 2 ICF	1 900 € / étudiant	1900 € / étudiant
Master 2 MARDIF	2 500 € / étudiant	2600 € / étudiant

En conséquence, le taux de reversement au Cned est fixé à 33 % de l'ensemble des recettes, quel que soit le taux de participation aux charges de chacune des parties.

- Parts Universités

Les recettes, déduction faite de la part revenant au Cned, seront réparties entre les Universités au prorata de leur taux de participation aux charges supportées par les universités (hors charges Cned) tel que défini dans le cadre du budget prévisionnel présenté en annexe 3 et corrigé du bilan annuel réalisé au plus tard le 30 juin de chaque année universitaire en cours par le comité de pilotage sur la base des recettes et des charges effectives de l'année.

- Principe de compensation

La (ou les parties) ayant perçu un montant inférieur à ce à quoi elle a effectivement droit au titre de l'année en cours adresseront à la (les parties) ayant trop perçu une facture du montant devant lui (leur) être reversé.

Cette facture sera alors payée dans un délai de 30 jours suite à son émission par virement sur le compte dont les coordonnées seront communiquées.

13.3.2 – Exactitude des comptes

Chacune des parties tiendra à disposition des autres l'ensemble des documents de toute nature (comptables, financiers, commerciaux, etc.) permettant de déterminer l'ensemble des éléments sur lesquels ont été déterminés la valorisation de leurs charges ainsi que la réalité des recettes encaissées.

Chaque partie doit permettre la consultation de ces documents sur place ou les remettre à la demande, d'une autre, à première demande.

Convention FORSE N° 348-1-0

ARTICLE 14 – UTILISATION DU CAMPUS NUMERIQUE FORSE DANS LE CADRE DE « PARTENARIATS SPECIFIQUES »

Lorsque l'une des parties souhaite donner des accès, hors dispositifs de formation continue à tout ou partie du Campus numérique FORSE déterminé par le présent contrat, à une ou plusieurs personnes morales tierces, elle devra en informer le comité de pilotage en précisant les modalités économiques de l'exploitation qu'elle envisage.

Le comité de pilotage définira, en considération de l'économie générale du dispositif envisagé, les tarifs qui seront appliqués à cette exploitation.

Les parties aux présentes donneront alors, sur la base définie par le comité de pilotage, mandat de gestion à la partie intéressée par cette exploitation spécifique du dispositif de formation. Ce mandat fera l'objet d'un contrat spécifique pris en application des présentes. Il définira a minima : la part du dispositif de formation considérée, l'exploitation envisagée, l'économie de l'exploitation envisagée, les tarifs déterminés par FORSE pour cette exploitation, la périodicité des redditions de comptes d'exploitation, les modalités de reversement des sommes considérées, la durée du mandat.

La partie mandatée fera son affaire du suivi et de la bonne fin de l'exploitation. Elle devra rendre périodiquement les comptes d'exploitation aux autres parties en application de son mandat de gestion, tel que défini au contrat de mandat et ce, au moins, annuellement.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS PARTICULIERES HORS METROPOLE

Les universités en tant que de besoin organiseront des regroupements spécifiques pour les étudiants hors métropole pour des formations où un dispositif préalable a été prévu, sur proposition du comité de pilotage et après validation par le comité de direction. Les universités prennent en charge l'ensemble des frais liés à l'organisation de ces regroupements et examens. Ces frais sont valorisés comme tels dans le bilan financier correspondant.

Eu égard à l'évolution potentielle des représentations des parties hors métropole, celles-ci pourront convenir dans le cadre du comité de pilotage des modalités selon lesquelles le Cned pourra être amené à participer à l'organisation de ces regroupements.

TITRE III – RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ DE MARQUE(S)**ARTICLE 16 – COPROPRIETE**

Le Cned, l'université Lyon 2 et l'université de Rouen sont copropriétaires indivis de la marque n° 02 3 165 383 « FORSE » à hauteur de 33,33 % chacun.

ARTICLE 17 – EXPLOITATION DE LA MARQUE

En qualité de copropriétaire de la marque n° 02 3 165 383 « FORSE », chaque partie pourra exploiter, sous réserve des limites posées dans le cadre de la présente convention, la présente marque et faire valoir ses droits sur celle-ci.

Chaque partie pourra concéder à des tiers, sous réserve des limites de la présente convention, des licences d'exploitation portant sur la marque objet du contrat.

Toutefois, les parties s'engagent à n'exploiter la marque « FORSE » que dans le cadre du partenariat FORSE, dans les classes de produits et services prévus à l'enregistrement et dans un contexte qui ne soit pas susceptible de porter préjudice à la marque, à l'une des parties au contrat, ni d'une façon générale, au partenariat FORSE.

Convention FORSE N° 348-1-0

ARTICLE 18 – DEFENSE DE LA MARQUE

Si l'une des parties venait à connaître d'agissements de tiers susceptibles de nuire à l'exploitation de la marque « FORSE », elle devra informer les autres parties de l'identité des tiers et de la nature des agissements concernés et ce, quelle que soit son intention vis-à-vis de l'engagement d'éventuelles poursuites à l'encontre de ces tiers.

Les parties s'informeront ensuite mutuellement, dans les meilleurs délais, de leurs intentions au regard des actions à mettre en œuvre afin d'assurer la protection de la marque et de son exploitation.

Le silence d'une partie dans un délai de 10 jours calendaires suite à la notification de la partie la plus diligente de son intention d'engager une action en justice, sera interprétée comme la volonté de la partie silencieuse de renoncer à l'action engagée.

Dans le cas où l'une des parties souhaiterait, de façon discrétionnaire, ne pas engager d'action à l'encontre du tiers, les autres resteront libres de pouvoir initier cette action. Les parties initiant une action assumeront alors seules, les dépenses afférentes à celle-ci et bénéficieront seule des éventuels dommages et intérêts accordés par les tribunaux.

Cependant, la ou les parties n'ayant pas souhaité initier une action conserveront la faculté de se joindre à l'action en cours d'instance. Dans ce dernier cas, les parties à l'instance se retrouveront afin d'envisager le partage des dépens et des éventuels bénéfices d'une action en justice.

Dans le cas où les parties souhaiteraient engager une action commune, le Cned sera mandaté pour le compte commun, pour procéder à toutes les démarches relatives à la défense de la marque. A ce titre, le Cned procédera au règlement des dépenses engendrées par ces démarches. Il refacturera ensuite aux autres parties au prorata des parts d'indivision détenues par chaque partie.

ARTICLE 19 – RETROCESSION DE LA MARQUE

Dans le cas où l'une des parties souhaiterait sortir de l'indivision ou céder ses droits à un tiers sur la marque « FORSE », elle devra notifier son intention aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception. Ce courrier devra notamment préciser les conditions financières et administratives ainsi que les coordonnées des personnes qui se proposent d'acquérir la marque.

Chacune des autres parties disposera alors d'un délai d'un mois suivant la réception de ce courrier recommandé afin de faire connaître au cédant qu'elle exerce un droit de préemption aux prix et conditions qui lui ont été notifiées.

L'acte de cession de droits devra alors être établi dans les deux mois suivant la date d'envoi de la réponse de la partie exerçant le droit de préemption. Passé ce délai, la déclaration de préemption est nulle de plein droit et le cédant retrouve sa faculté de céder la marque à un tiers, sans préjudice de la possibilité de demander réparation du préjudice éventuellement subi par lui du fait de la notification de préemption non suivie d'effet.

Dans le cas où plusieurs cessionnaires sont envisagés et où les autres parties ne souhaiteraient pas exercer leur droit de préemption, ces dernières conserveront un droit de regard sur le choix du cessionnaire. Pour ce faire, elles pourront communiquer, dans un délai d'un mois suite à la réception de la notification du projet de cession, l'identité des cessionnaires qui lui semblent convenir.

Les formalités inhérentes à cette cession seront à la charge du cédant.

ARTICLE 20 – NON CONCURRENCE

Les parties s'engagent à ne pas déposer, pour leur propre compte, des marques susceptibles de nuire aux intérêts du partenariat FORSE ou de porter préjudice à l'usage de la marque objet du contrat.

Les parties s'engagent à procéder à une exploitation de la marque conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Convention FORSE N° 348-1-0

ARTICLE 21 – EXTENSION MODIFICATION DE LA MARQUE « FORSE » – DEPOT DE NOUVELLES MARQUES

21.1 – Dans le cas où l'une des parties, ou l'ensemble des parties, souhaiterait procéder à une extension de la marque « FORSE » dans de nouvelles classes de produits ou services ou à une modification de la marque, elle(s) devra(ont) solliciter l'autorisation du comité de pilotage.

Le cas échéant, les redevances relatives à l'extension ou modification de la marque seront prises en charge par le Cned et valorisées comme telles dans le bilan financier correspondant.

21.2 – La décision de dépôt de nouvelle(s) marques dans le cadre du partenariat FORSE sera prise par le comité de pilotage. Le cas échéant, le Cned sera chargé des formalités nécessaires au dépôt de la (des) marque(s) pour le compte commun des parties. Il prendra également en charge les frais afférents, lesquels feront l'objet d'une valorisation dans le bilan financier correspondant.

Les parties seront co-titulaires indivis à hauteur de 33,3 % sur toutes les nouvelles marques ainsi déposées.

L'ensemble des marques, ainsi déposées, sera alors régi par ce présent règlement de copropriété.

TITRE IV –DISPOSITIONS GÉNÉRALES**ARTICLE 22. GOUVERNANCE DU PARTENARIAT**

Afin d'assurer la gouvernance du partenariat, sont institués :

- un coordinateur du Campus numérique FORSE par partie ;
- un comité de direction ;
- un comité de pilotage,

22.1 LES COORDINATEURS FORSE

Le coordinateur FORSE est une personne ressource désignée au sein de chacune des parties et dont la mission est d'assurer le suivi opérationnel quotidien du partenariat. Il est l'interlocuteur privilégié au sein de chaque partie au sujet du partenariat.

22.1.1 Désignation des coordinateurs FORSE

Chaque partie désigne librement le coordinateur au sein de sa structure.

A l'entrée en vigueur de la présente convention, chaque partie adresse aux autres un courriel l'informant des nom, prénom, qualité, téléphone et adresse électronique du coordinateur choisi par ses soins.

En cas de modification du coordinateur, la partie concernée s'engage à en informer immédiatement les autres par courriel par le biais de leurs coordinateurs respectifs.

Pour le Cned, lorsqu'une maintenance ou une refonte est programmée, un(e) responsable de formation chargé(e) d'ingénierie de formation (RF CIF) est désigné(e) et est l'interlocuteur(trice) sur cette partie de l'activité.

22.1.2 Rôle des coordinateurs FORSE

Le coordinateur constitue l'interlocuteur privilégié au sein de chaque partie. Il est chargé de faire le lien tant entre les parties qu'entre les différents services intervenant au sein de chaque partie.

A ce titre, le coordinateur :

- constitue le point d'entrée dans toute communication entre les parties ;
- s'assure, lors de la communication d'informations, du respect des éventuelles obligations de confidentialité ;
- coordonne l'action des parties au quotidien ;
- assure le suivi de l'avancement de la réalisation des obligations de la partie qu'il représente.

Convention FORSE N° 348-1-0

22.2 - COMITE DE DIRECTION

Il est institué un comité de direction, dont la composition, le rôle et les modalités de fonctionnement sont définis ci-après.

22.2.1 - Composition du comité de direction

Le comité de direction est composé de 2 membres par partie. Parmi ces membres, sous réserve des attributions dévolues à d'autres organes, au moins un doit avoir le pouvoir d'engager les parties dans le cadre du partenariat.

A la signature du présent contrat, les parties s'accordent sur la composition suivante du comité de direction :

Pour le Cned :

- Le Directeur général ou son représentant ;
- Une personne désignée par le Directeur général.

Pour l'université de Lyon 2 :

- Le ou la Président(e) de l'université de Lyon 2 ou son représentant ;
- Une personne désignée par la Présidente de l'université de Lyon 2.

Pour l'université de Rouen :

- Le ou la Président(e) de l'université de Rouen, ou son représentant ;
- une personne désignée par le président de l'Université de Rouen.

Chaque membre titulaire pourra se faire remplacer par un représentant en cas d'empêchement temporaire. En cas de modification définitive de la liste des membres du comité stratégique, la partie qui procède à cette modification en informera les autres par courriel au coordinateur.

En outre, eu égard à l'ordre du jour de certains comités ou pour certains aspects techniques, les membres pourront se faire assister d'experts. Ils auront un rôle purement consultatif.

Ces experts pourront être des personnels d'une des parties ou tiers à celles-ci. Dans tous les cas, ces experts seront soumis à la même obligation de confidentialité que les membres du comité stratégique. La partie qui convie un expert se porte garante du respect de cette obligation de confidentialité par celui-ci.

22.2.2 – Rôle du comité de direction

Le comité de direction définit les orientations stratégiques de la politique de FORSE. Il se prononce sur tout projet ou toute proposition que lui soumet le comité de pilotage. Cela inclut notamment :

- de statuer sur l'orientation stratégique et pédagogique du partenariat ;
- de statuer sur le budget du partenariat tel que proposé par le comité de pilotage ;
- de statuer sur les litiges nés à l'occasion de l'exécution des obligations des parties et non résolus dans le cadre du comité de pilotage ;
- de statuer sur le retrait ou l'exclusion d'une partie ;
- de statuer sur la reconduction du partenariat ;
- de statuer sur l'ensemble des propositions faites par le comité de pilotage ;
- de statuer sur les évolutions tarifaires proposées (sous réserve de validation du CA de la structure lorsque nécessaire) ;
- de se prononcer, suivant les modalités prévues à l'article 31 de la présente convention, sur la participation de nouveaux partenaires.

22.2.3 – Organisation du comité de direction

La présidence du comité de direction est assurée en alternance chaque année entre les trois partenaires par accord réciproque.

Le comité de direction se réunit une fois par an, en présence ou par tout moyen de communication à distance, en session ordinaire à une date et selon des modalités fixées par son ou sa président (e).

Convention FORSE N° 348-1-0

Le comité de direction peut être réuni à tout moment en session extraordinaire sur demande expresse de son ou sa président(e), du comité de pilotage, ou de l'un de ses membres.

Chaque partie sera avertie des dates, ordre du jour, documents préparatoires et des modalités des réunions du comité de direction au moins dix jours francs avant la date de chaque réunion.

22.3 - COMITE DE PILOTAGE

22.3.1 - Composition du comité de pilotage

Le comité est composé de trois membres par partie, nommés au sein de leur structure. A la date de signature de la présente convention, les membres composant le comité de pilotage sont :

Pour le Cned :

- le ou la Directeur (rice) du site de Poitiers, ou son représentant ;
- le ou la Directeur (rice) de l'unité d'affaires enseignement supérieur, ou son représentant ;
- le coordinateur FORSE ;
- le ou la chef(fe) du service administratif et financier.

Pour l'université de Lyon 2 :

- le ou la directeur (rice) de l'Institut des Sciences et Pratiques de l'Education et de Formation de (ISPEF), ou son représentant ;
- un représentant de l'équipe pédagogique FORSE désigné par le ou la directeur (trice) de l'ISPE ou son suppléant ;
- le coordinateur FORSE ;
- le ou la chef(fe) des services administratifs et financiers.

Pour l'université de Rouen :

- le ou la directeur (rice) du département des sciences de l'éducation, ou son représentant ;
- un représentant de l'équipe pédagogique FORSE ;
- le coordinateur FORSE ;
- le ou la chef(fe) des services administratifs et financiers.

Chaque membre titulaire pourra se faire remplacer par un représentant en cas d'empêchement temporaire. En cas de modification définitive de la liste des membres du comité de pilotage, la partie qui procède à cette modification en informera les autres par courriel au coordinateur.

En outre, eu égard à l'ordre du jour de certains comités ou pour certains aspects techniques, les membres pourront se faire assister d'experts. Ils auront un rôle purement consultatif.

Ces experts pourront être des personnels d'une des parties ou tiers à celles-ci. Dans tous les cas, ces experts seront soumis à la même obligation de confidentialité que les membres du comité de pilotage. La partie qui convie un expert se porte garante du respect de cette obligation de confidentialité par celui-ci.

22.3.2 – Rôle du comité de pilotage

Le Comité de pilotage a pour fonction d'assurer, en lien avec les coordinateurs, le suivi opérationnel du partenariat. A ce titre, il est chargé notamment :

- de valider au niveau pédagogique les dispositifs de formation, dans le cadre des maquettes élaborées par chaque université ;
- de coordonner la production des ressources pédagogiques (supports de cours, devoirs...) et la mise en place des services pédagogiques ;
- de proposer des auteurs et des intervenants pédagogiques ;
- de valider les contenus destinés à la diffusion et à la mise en ligne ;
- d'évaluer et de suivre les dispositifs mis en œuvre ;
- de valider les dispositifs pédagogiques spécifiques mis en place pour certains inscrits hors métropole ;
- de valider le plan de communication interne et externe de FORSE ;

Convention FORSE N° 348-1-0

- de proposer au comité de direction toute nouvelle action pouvant être menée conjointement dans les domaines visés à l'article 3 ci-avant ;
- de proposer annuellement au comité de direction les tarifs des formations hors droits de scolarité nationaux ;
- d'établir annuellement le bilan financier (coûts fixes/coûts variables au prorata du nombre d'inscrits) ;
- de proposer les dispositifs spécifiques (FPC - partenaires extérieurs, inscrits libres...) ainsi que les tarifs afférents qui seront validés par les instances compétentes de chaque partie ;
- de définir et de proposer au comité de direction toute modification relative aux aspects financiers, notamment en matière de répartition des budgets affectés ;
- de définir et de proposer au comité de direction toute modification relative aux aspects juridiques du présent partenariat ;
- de proposer au comité de direction des solutions en cas de litige ;
- de se prononcer sur la participation de nouveaux partenaires au Campus numérique FORSE ;
- de proposer au comité de direction l'extension ou la modification de la marque « FORSE » ou le dépôt de nouvelle(s) marque(s) dans le cadre du Campus numérique FORSE ;
- de soumettre à des comités techniques toutes questions requérant une expertise spécifique.

Le comité de pilotage rédige annuellement un bilan, lequel est soumis aux instances dirigeantes de chaque partie réunies au sein du comité de direction, comportant notamment un bilan financier global des actions conduites.

22.3.3 – Réunions du comité de pilotage

La présidence est assurée en alternance chaque année entre les trois partenaires par accord réciproque.

Le comité se réunit au moins deux fois par an, en présence ou par tout moyen de communication à distance, en privilégiant la visioconférence, sur convocation de son ou sa président (e) ou sur demande de l'une des parties.

Le comité peut inviter, à titre d'expert, des personnes extérieures, étant entendu toutefois que ces personnes ne disposeront d'aucune voix lors des votes et prises de décision.

22.3.4 – Secrétariat du comité de pilotage

Le secrétariat du comité est assuré par la partie qui assure la présidence du comité de pilotage. A ce titre, il organise, sur instruction du président du comité de pilotage, les réunions du comité et adresse aux membres du comité, les convocations accompagnées de l'ordre du jour.

Il est chargé d'établir le compte rendu de chaque réunion qui devra être approuvé par chacune des parties, et validé lors de la réunion suivante en premier point de l'ordre du jour.

22.4 – COMITES TECHNIQUES

Lorsque le comité de pilotage estimera que la technicité d'un sujet, sous-projet ou la complexité d'une question le justifie, des comités techniques seront créés et saisis de ces questions. Chaque comité est composé, au choix du comité de pilotage, de 6 membres au maximum (2 membres par parties).

ARTICLE 23 - COMMUNICATION

23.1 – MENTIONS DES PARTENAIRES

L'ensemble des ressources pédagogiques produites dans le cadre de cette convention devra comporter la mention : « © Cned – Université Lyon 2 - Université de Rouen », accompagnée de l'année de la première parution de la ressource.

L'ensemble des ressources pédagogiques susmentionnées, quelles que soient leur nature et leur finalité, notamment de communication, mentionnant l'une des parties devra mentionner les autres parties dans des conditions identiques (que ce soit par la mention du nom des partenaires ou de leurs logos respectifs) afin de leur assurer la même visibilité.

Convention FORSE N° 348-1-0

23.2 – PROMOTION DU CAMPUS NUMERIQUE FORSE

Le Cned s'engage à assurer la diffusion de l'information sur le Campus numérique FORSE dans les outils de communication sur l'offre de formation du Cned.

Chaque université, par l'intermédiaire de ses services d'information et d'orientation et, de formation continue, s'engage à avoir une action de communication auprès des étudiants et des professionnels.

Les parties ont un plan de communication commun sur FORSE, qui est validé par le comité de pilotage.

ARTICLE 23.3 – COMMUNICATION DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RECHERCHE OU D'EVALUATION DES DISPOSITIFS

Le comité de pilotage est seul habilité à autoriser la transmission de données dans le cadre des travaux de recherche sur les formations à un tiers. Toute recherche individuelle est de la responsabilité de son auteur et ne peut engager les parties.

ARTICLE 24 - DONNEES PERSONNELLES DES INSCRITS

Les parties s'engagent à se conformer aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dans le cadre du traitement des données personnelles d'inscrits.

Le Cned et chaque université sont respectivement responsables des traitements qu'ils mettent en place. A ce titre, ils s'engagent autant que de besoin à :

- procéder à la déclaration du traitement auprès de la CNIL,
- traiter les données personnelles des inscrits conformément à la loi notamment s'agissant de la durée de stockage,
- assurer un droit d'accès, rectification et suppression aux inscrits.

ARTICLE 25 - GENERALITES

Les dispositions du présent contrat et ses annexes expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les parties.

Les dispositions des présentes prévalent sur toute proposition, échange de lettres, notes ou courriers électronique antérieures à sa signature, ainsi que sur toute autre disposition figurant dans des documents échangés entre les parties et relatifs à l'objet du contrat.

Si l'une quelconque des stipulations des présentes est nulle, elle sera réputée non écrite mais n'entraînera pas la nullité du présent contrat dans son entier.

Le présent contrat ne pourra être modifié que par un avenant signé par les cocontractants.

ARTICLE 26 - INTUITU PERSONAE

Le présent contrat est conclu en considération des compétences des parties. Il est en outre conclu dans le contexte des besoins décrits par les présentes et en considération des équipes des parties.

En conséquence, le présent contrat est incessible par les parties, sauf accord exprès, écrit et préalable du cocontractant.

Convention FORSE N° 348-1-0

ARTICLE 27 - INDEPENDANCE DES PARTIES

Il n'est formé, aux termes des présentes, aucune structure juridique particulière ni affectio societatis entre les parties, chacune d'entre elles conservant son entière autonomie, ses responsabilités et sa clientèle propre.

Chaque partie conservera donc le contrôle exclusif de ses salariés, préposés, agents, sans que l'autre partie ne puisse en aucune façon influencer sur les relations et conditions de travail des salariés de l'autre partie, ni sur la politique salariale, la politique d'embauche ou le pouvoir disciplinaire de cette autre partie, cette énumération n'étant pas limitative.

ARTICLE 28 – DUREE ET RENOUVELLEMENT

28.1 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} septembre 2017, pour les années universitaires 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022.

28.2 – RENOUVELLEMENT

Les parties conviennent de se réunir en septembre 2020 afin d'envisager l'opportunité ainsi que les modalités de la poursuite du partenariat. A cet effet, seront déterminés dès ce même mois les modalités de tenue d'un comité de pilotage destiné à entamer les réflexions et travaux nécessaires. En cas d'échec des négociations visant à la reconduction de la présente, les parties s'engagent à terminer le cursus de formation des inscrits faisant partie du Campus numérique FORSE mais ne procéderont plus à de nouvelles inscriptions.

ARTICLE 29 – RETRAIT-DENONCIATION

Chaque partie à la présente convention peut décider de se retirer du présent partenariat à l'issue du bilan annuel. A cette fin et sous réserve de modification en comité de pilotage :

- chacune des parties communiquera au Cned avant le 15 juin de l'année considérée ses éléments financiers permettant d'établir le bilan annuel du partenariat ;
- à partir de ces éléments, le Cned établira le bilan financier de l'année qu'il adressera à chacune des parties au plus tard le 25 juin ;
- un comité de pilotage chargé de valider le bilan sera réuni avant le 30 juin. Dès lors qu'une partie constatera que les versements auxquels elle aura droit diffèrent substantiellement des prévisions établies dans le budget prévisionnel, elle pourra notifier aux autres parties, lors de ce comité de pilotage, son intention de se retirer. Cette décision sera actée dans le procès-verbal du comité ;
- ce même comité de pilotage déterminera, en séance, les modalités pratiques de continuités pédagogiques.

A défaut pour une partie de respecter strictement les obligations figurant au présent article, cette dernière ne pourra se retirer de la convention et sera engagée pour une année supplémentaire.

ARTICLE 30 – LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou sur l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, il est fait attribution de compétence à la juridiction administrative de Poitiers et ce quel que soit le type de procédure et notamment au fond, en référé ou sur requête.

Convention FORSE N° 348-1-0

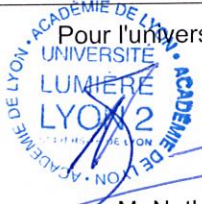
ARTICLE 31 – EXTENSION A D'AUTRES PARTENAIRES

De nouveaux partenaires pourront intégrer la présente collaboration. Dans ce cas, un avenant à la présente convention réglera les modalités de cette participation. En tout état de cause, il est expressément convenu que la décision d'accepter un nouveau partenaire devra être prise, sur proposition du comité de pilotage, à l'unanimité des membres présents du comité de direction.

ARTICLE 32 – MODIFICATIONS

Toute modification des termes de la présente convention fera l'objet d'un avenant dûment approuvé par les parties.

Fait en trois exemplaires, le 17/07/2017.

 Pour l'université Lumière Lyon 2 M. Nathalie Dompnier Président	Pour l'université Rouen Normandie Monsieur Joël Alexandre Président
Pour le Cned M. Michel Reverchon-Billot Directeur général	